

## Nouvelles locales des mardi 13 et mercredi 14 mai 2014

@rib News, 14/5/2014 Mercredi 14 mai 2014 | Gouvernance - L'ONG locale PARCEM constate beaucoup d'irrégularités dans la gestion du fonds national d'investissement communal FONIC en sigle. Le président de cette association estime à plus de 270 millions le montant des fonds ont été dilapidés par les gestionnaires de ce fonds. Faustin Ndikumana (photo) trouve que des marchés dépassant le seuil de 5 millions sont passés grâces à la loi. De même, il constate qu'il y a un morcellement des marchés pour que le montant de chaque marché soit inférieur à 5 millions afin d'échapper à l'appel d'offre publique concurrentielle. De plus, il y aurait des sociétés fictives attribuées des marchés. Enfin, il dit ne pas comprendre comment des agents de la présidence de la République viennent réquisitionner les travaux finis alors que ce ne sont pas eux qui ont signé les contrats.

En outre, il s'insurge contre la hausse du budget de ce fonds passant de 450 millions à 1 milliard. Ainsi, il demande d'abord que des mesures administratives soient prises contre les gestionnaires de ce fonds. Il réclame également la mise en place d'un audit externe et la justice et aux organes chargés de la lutte anti corruption, il leur demande de faire leur travail. Il fait savoir également qu'il a adressé une correspondance au deuxième vice-président de la République pour qu'il prenne lui-même les choses en mains puisque ailleurs ces affirmations de la PARCEM concordent bien avec les conclusions de l'Inspection Générale de l'Etat à ce sujet. [rpa/rtnb/isanganiro/bonesha] | Sécurité - Selon les sources en provenance de la Kibira et de la Rukoko, les jeunes qui étaient en RD Congo pour y suivre des entraînements militaires auraient été cantonnés dans la Kibira et dans la réserve naturelle de la Rukoko. Les mêmes informations précisent que certains ont été embarqués dans un véhicule et sur motos vers la Kibira en passant par Muramvya et seraient cantonnés dans la localité appelée Kwitabi alors qu'un autre groupe serait localisé dans la réserve naturelle de la Rukoko et d'autres, composés surtout de ceux qui ont été blessés lors de leur dernière arrestation seraient logés dans certaines familles des provinces de Bubanza et Cibitoke où ils seraient en train d'être soignés. Tous ces jeunes attendraient de retourner en RDC mais dans un autre lieu qui serait en train d'être aménagé dans les secteurs de Ndunda et Rusabagi. Le porte-parole de l'armée burundaise affirme de son côté qu'il n'est pas au courant de cette nouvelle franchement divulguée. [rpa] | Economie - Alors que le soleil menace les cultures dans la quasi-totalité du territoire burundais, les prix des denrées alimentaires commencent à monter drastiquement sur les différents marchés. Ainsi, le haricot est beaucoup concerné et le prix a presque doublé sur les marchés. Dans sa visite dans la province Kirundo, originellement connue comme le grenier du Burundi en ce qui concerne le haricot, le président de la République a eu à changer avec les autorités de cette province sur cette situation qui touche trois communes de cette province qui sont Bugabira, Gasorwe et Kirundo. Ainsi, le gouverneur de cette province a affirmé que les récoltes seront mauvaises puisque la pluie est partie très tôt lors de la floraison des haricots. Ruvyirye Nzigamasabo affirme aussi que la partie rwandaise où les burundais avaient l'habitude de fréquenter suite à la sécheresse est aussi frappée par un soleil accablant. Il a ainsi demandé que les bienfaiteurs leur viennent en aide dans les meilleurs délais avant que le pire n'arrive. Il a profité de cette occasion pour démentir les accusations portées contre les Imbonerakure. Selon lui, s'agit des rumeurs et les Imbonerakure vivent en harmonie avec les autres membres des partis politiques œuvrant à Kirundo. Le président de la République avait sur lui une aide en faveur de plus de 300 familles les plus vulnérables de cette partie du pays. [rtnb/rtr/isanganiro/bonesha/rpa] | Diplomatie - Une trentaine de rwandais ont été arrêtés ce lundi au chef-lieu de la province Cibitoke. Selon le gouverneur de cette province, certains ont été arrêtés puisque leur permission de séjour avait expiré, d'autres sont des commerçants sans permission de travailler et d'autres sont des femmes prostituées. Après vérification des pièces d'identité, seuls 20 personnes ont été refoulées ce mardi à la frontière rwando-burundaise sur la rivière Ruhwa et ont été remises aux autorités rwandaises. Les personnes refoulées affirment qu'elles n'ont pas eu le temps de faire leurs valises et d'autres affirment qu'elles ne peuvent pas percevoir leurs salaires. Elles vont même jusqu'à affirmer qu'elles ont été refoulées puisqu'elles n'ont pas d'argent pour corrompre la police. Le commissaire de la police dans cette province d'ailleurs ces informations concernant la corruption. La population de Rugombo dit pourtant que cette opération est sans utilité puisque les rwandais refoulés et surtout les femmes et filles prostituées ne vont pas passer deux semaines sans revenir comme cela est devenu une habitude. [isanganiro/bonesha/rpa] | Sociétés - Alors qu'un groupe de 13 personnes originaires de la province Gitega s'apprête à faire décoller un avion de type hélicoptère à deux places, la population s'inquiète de la sécurité. Selon certains habitants de la ville de Gitega, cet avion pourra emporter la vie des personnes. Mais, les fabricants sont confiants que les choses vont bien se passer. Le directeur de l'ambassade internationale de Bujumbura lui aussi doute de la qualité de cet appareil du moment qu'il sera fabriqué par des personnes sans connaissances suffisantes en cette matière. Albert Maniratanga trouve que cette idée est bonne mais qu'il faudrait que les concepteurs soient formés sur les normes internationales concernant le vol des avions et sur la qualité des matériaux à utiliser et plus précisément la qualité du moteur. Il affirme cela au moment où les concepteurs affirment qu'ils vont utiliser un moteur du véhicule de type Volkswagen. [bonesha] | Education - Il s'observe un désordre à l'université du Burundi depuis ce mardi après-midi. À l'origine, les étudiants ont refusé de manger pour s'insurger contre une mesure qui venait de prendre la forme de la Régie des Œuvres Universitaires exigeant à ces étudiants de fournir la carte de restauration en même temps que la carte de résidence pour être restaurés. Selon le directeur de la ROU, les étudiants doivent obéir à cette mesure. Anatole Nzinahora trouve qu'elle permet de lutter contre la fraude dans les restaurants universitaires. Les étudiants ont même déchiré un écrit émanant d'un des représentants des étudiants qui demandait que les étudiants reprennent et montrent la carte de résidence puisqu'ils en disposent déjà. Selon les étudiants, cette mesure ne permettra pas de lutter contre la fraude puisque ce ne sont pas les étudiants qui la font, mais plutôt les agents de la Régie des Œuvres Universitaires. Ils s'insurgent également contre une autre mesure selon laquelle les étudiants bénéficiaires des charges au sein des homes universitaires et qui hébergent les autres qui n'en ont pas doivent payer une somme de 4.000FBu

par mois. Les étudiants considèrent que cette mesure va priver leur priver des avantages dont bénéficiaient ceux qui sont dans des situations délicates. [rtnb/rtr/bonesha/rpa] Mardi 13 mai 2014 à Scurit - Trois personnes ont été retrouvées mortes dans la province de Ngozi le matin de ce lundi à des endroits différents. En effet, un corps sans vie présentant des blessures de coups de couteau a été retrouvé dans la ville de Ngozi. Les habitants ont cru à un voleur qui a été tué puisqu'à côté de ce corps, il y avait un sac de colocases. Deux autres corps ont été retrouvés dans la commune de Marangara de la même province. Selon des sources sur place, un jeune homme de 25 ans a été retrouvé dans la cour de la maison où il habitait. Selon ces mêmes sources des conflits foncier et règlement de compte seraient liés à ces assassinats. Les autorités administratives de cette commune demandent à la population de ne pas se faire justice. Signalons que dans ces deux semaines, 5 personnes ont été tuées dans cette province de Ngozi. [rpa/rtnb/isanganiro/bonesha] Justice - Le FOCODE trouve étonnant les convocations intempestives devant les OPJ de la police judiciaire du président de l'APRODH. Selon le président de ce forum, il est normal que quiconque a des informations à donner à la justice soit convoqué, mais Pacifique Nininahazwe s'écrit au fait que la police veut lui reprocher des infractions qui ne tiennent pas du tout. Il trouve que de telles personnes devraient plutôt collaborer positivement avec la justice afin de fournir tous les éléments qui puissent mener à la manifestation de la vérité. Il estime en outre que les informations faisant état des jeunes burundais qui suivent des entraînements militaires sont relayées par tous les médias de l'Est du Congo et que de ce fait, il n'est pas logique que Pierre Claver Mbonimpa soit convoqué dans le but de l'intimider. Il demande plutôt que les autorités mettent la lumière sur l'objectif de cette formation dispensée aux jeunes. [rtr/rpa/isanganiro/bonesha] - Un membre de la Croix Rouge dans la commune de Matana en province de Bururi a été arrêté ce lundi soir par l'administrateur de Matana. Après l'avoir interrogé, il a été mis en prison communal accusant d'avoir semé la haine entre les membres de la Croix Rouge à Matana par ses déclarations et que c'est un membre de cette ONG qui aurait brûlé une maison d'un habitant de la colline Bihanga de la même commune. Astère Bizindavyi lui a aussi accusé d'avoir injustement accusé une autre personne de possession illégale d'armes. Certains habitants de la commune Matana accusent plutôt cet administrateur communal d'arbitraire et de vouloir chercher un motif pour incarcérer cet agent de la Croix Rouge puisqu'il aurait refusé d'adhérer au CNDD-FDD comme il le lui aurait demandé. L'administrateur communal nie cette accusation et affirme qu'il n'a jamais demandé à l'agent d'adhérer au parti présidentiel. [bonesha] - L'APRODH dans la province de Gitega trouve que le dossier représentant du parti MSD dans cette province arrêté il y a presque deux semaines contient beaucoup d'irrégularités. Le représentant de cette association dans cette province annonce que le dossier qui avait été transmis au parquet est incomplet puisque le représentant du service national des renseignements dans cette province n'a pas fourni des éléments suffisants à charge de l'accusé et de ce fait, le parquet a décidé de retourner le dossier à l'OPJ. Nestor Nibitanga trouve que c'est pourquoi le parquet a prorogé le délai de sa détention provisoire. Rappelons qu'Epitace Nshimirimana a été accusé par le SNR à Gitega de diffuser des informations faisant état d'un massacre de réfugiés du camp de Bugendana par les Imbonerakure du CNDD-FDD lesquels sont en train d'être armés. [bonesha] Politique - L'ADC-Ikibiri constate qu'il n'est plus un secret pour personne que les jeunes Imbonerakure se considèrent comme supérieurs aux institutions de la République comme la police et l'administration locale. Le président de cette coalition trouve que le parti au pouvoir, le président de la République de même que le gouvernement doivent se rendre compte du caractère dangereux que présentent ces jeunes qui n'ont plus peur de personne ni de rien. L'once Ngendakumana estime que si rien n'est fait, ces jeunes risquent de plonger le pays dans le chaos comme cela a été le cas dans les pays comme le Rwanda, la Côte d'Ivoire. Il demande que ces jeunes soient maîtrisés pour que la répartition des élections continue dans la paix et la tranquillité pour tout citoyen afin aussi que le pays retrouve l'allure démocratique après ces élections. Il demande aussi au président de la République de prononcer un discours d'apaisement pour tout le peuple burundais. [isanganiro] - Après les bavures de certains membres de la ligue des jeunes Imbonerakure contre certains membres des partis politiques de l'opposition dans le week-end dernier, le président du FOCODE estime que ce comportement doit être radiqué dans les meilleurs délais. Pacifique Nininahazwe constate que ces jeunes arrivent à un stade où ils refusent des ordres en provenance de certaines autorités administratives comme cela a été le cas samedi dernier à Marangara. Cet activiste des droits de l'homme trouve aussi que le militant du parti Frodebu en commune Rugombo a été arrêté injustement alors que ceux qui l'ont battu sont libres. Il conseille plutôt de protéger de cette personne qui ose s'exprimer librement alors qu'elle est encore l'écaille secondaire. Il demande que toutes les intimidations contre le surnommé Démocrate prennent fin afin qu'il continue ses études sans problèmes. Il fait parallèlement un clin d'œil à ceux qui entretiennent les milices affiliées aux partis politiques que ces dernières n'ont jamais connu une fin heureuse. [isanganiro/bonesha/rpa/rtr] - La police burundaise affirme qu'elle n'est pas du tout dépassée par des agissements de la part de qui que ce soit. Le porte-parole de cette institution répond aux allégations du président de l'ADC-Ikibiri qui trouve que les jeunes Imbonerakure se comportent comme étant au-dessus de certaines institutions publiques comme la police. Helmène Gilde Harimenshi se réfère sur l'incident de vendredi dernier dans la commune Marangara et affirme que ceux qui ont été arrêtés et saisis les deux journalistes de la RFI et de la RPA n'en avaient pas le droit. Selon lui, il y a des personnes qui ne comprennent pas leur rôle dans la hiérarchie et se montrent en excès de zèle dans les fonctions qu'ils occupent. Il assure que personne n'est au-dessus de la loi et que les fautifs qui n'ont pas encore été appréhendés sont en train d'être maîtrisés. [isanganiro] - Le parti FNL dirigé par Jacques Bigirimana se dit attristé par l'éclosion d'un de ses membres la nuit du dimanche. Selon le secrétaire général de ce parti, Datus Nshimirimana vivait en parfaite harmonie avec ses amis et ne causait du mal à personne. Emmanuel Miburo affirme que cette mort est douloureuse du moment même que ceux qui l'ont commandité n'ont pas encore été identifiés. Il estime que si les choses continuent ainsi, les burundais vont laisser ce pays et le laisser à ces bourreaux qui ne rêvent que la disparition des autres burundais. Il demande au gouvernement de diligenter des enquêtes sans tarder afin que ceux qui ont tué cette personne soient arrêtés et traduits devant la justice. Signalons que selon certaines informations, Datus Nshimirimana aurait été kidnappé quelques temps

après avoir quitté le domicile de Rwasagathon. Selon toujours cette source, il y aurait un plan de le faire passer pour un agent du service national des renseignements afin d'endosser sa mort sur Rwasagathon. De plus, la même source termine en affirmant qu'il était parmi ceux qui s'impliquaient beaucoup pour obtenir la réunification de toutes les tendances FNL. [isanganiro/rpa] - Un membre du parti FNL dans la commune Gasorwe de la province Muyinga affirme qu'il vit en cachette depuis ce dimanche en fuyant la police qui le recherche. Enseignants du collège de Kankoma, Joseph Ndiokubwayo fait savoir qu'il est poursuivi pour avoir regardé un film montrant la réapparition de Rwasagathon en 2013 après qu'il avait fui le pays juste après les élections de 2010. Il affirme qu'il était en train de regarder ce film son ami et que même ses instruments ont été saisis par la police. L'administrateur de la commune Gasorwe lui estime que cet enseignant était en train de montrer ce film en plein marché, ce qui est contraire à la loi. Epitace Mbonyevyose affirme qu'il n'a pas pourtant pas un quelconque mandat contre Joseph Ndiokubwayo et lui demande de regagner son domicile. Il rassure qu'il a simplement voulu empêcher cette personne de continuer la propagande de Rwasagathon par ce film alors que ce dernier n'est pas reconnu par la loi comme étant président du FNL. [isanganiro/bonesha/rpa] À